

Nature de l'acte : 8.3

N° 2026 03 284

Mis en ligne le 10...03...2026

RUE BARRÉE ET STATIONNEMENT INTERDIT RUE DES CARRIÈRES DE PEYRAMALE
STATIONNEMENT D'UNE GRUE MOBILE AU DROIT DE L'HÔTEL ESTIVAL ARRIEL PORTANT LE
N° 12 RUE DES CARRIÈRES DE PEYRAMALE À L'OCCASION DE LEVAGE D'UN GROUPE DE
CLIMATISATION
LE 18 MARS 2026

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la délibération n°12 du 16 décembre 2025 concernant les tarifs des services publics pour l'année 206,

Vu la demande de l'entreprise LE FROID PYRENEEN sise 5 rue Lépine - 64140 LONS, relative au stationnement d'une grue mobile rue des Carrières de Peyramale au droit de l'hôtel Estival Arriel portant le n°12 à l'occasion du levage d'un groupe de climatisation, le 18 mars 2026.

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation

Le 18 mars 2026, l'entreprise LE FROID PYRENEEN est autorisée à occuper le domaine public, rue des Carrières de Peyramale au droit de l'hôtel Estival Arriel portant le n°12, à l'occasion de levage d'un groupe de climatisation.

Article 2 - Stationnement

Durant la période visée à l'article 1, le stationnement est interdit rue des carrières de Peyramale dans sa partie comprise entre l'intersection avec la rue d'Alsace Lorraine et la rue du Calvaire.

Article 3 - circulation

Durant la période visée à l'article 1, la circulation est barrée rue des carrières de Peyramale dans sa partie comprise entre l'intersection avec la rue d'Alsace Lorraine et la rue du Calvaire.

Pré-signalisation route barrée angle rue des Carrières de Peyramale rue Massabielle.

Les véhicules circulant rue Marie Saint Frai et voulant se diriger vers l'avenue Monseigneur Rodhain seront déviés par la rue Saint Félix, la rue Massabielle, l'avenue Peyramale, le pont Peyramale, l'Esplanade du Paradis puis l'avenue Monseigneur Rodhain.

Les véhicules circulant rue Saint Félix et voulant se diriger vers l'avenue Monseigneur Rodhain seront déviés par la rue d'Alsace Lorraine ou la rue Massabielle, l'avenue Peyramale, le pont Peyramale, l'Esplanade du Paradis puis l'avenue Monseigneur Rodhain.

Article 4 - Redevance

Le bénéficiaire doit s'acquitter auprès du régisseur des droits et places, des droits de voirie relatifs à l'occupation temporaire pour travaux et chantiers d'un montant de 0,50€ par mètre carré et par jour.

Article 5 - Affichage de l'arrêté

Cet arrêté ne prend effet que s'il est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du arrêté.

Article 6 - Signalisation, balisage

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions précisés dans cet arrêté sont mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils doivent être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier leur circulation vers un passage piétons menant au trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation d'une largeur minimale d'1,20 mètres. Tous les accès aux riverains et commerces seront maintenus.

La signalisation interdisant le stationnement sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet de cette dernière.

Prévoir une pré- signalisation route barrée.

Article 7 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

D'autre part, Le bénéficiaire de l'arrêté doit conserver l'accès des riverains.

Article 8 - Enlèvement des véhicules

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté est considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route (stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie de pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

Article 9 - Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions de cet arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 - Recours

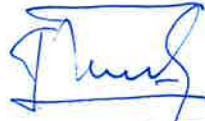
Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication électronique.

Article 11 - Application de l'arrêté

Madame la Directrice Générale Adjointe des Services, et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 09 mars 2026

Pour le Maire,
L'adjoint délégué,



Philippe ERNANDEZ



Notifié le
☐ Par courrier recommandé envoyé le
☐ Par remise en main propre
☒ Par mail envoyé le 10.10.2026
Je soussigné(e).....
Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le
Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.

